Le Monde,fr

La démocratie de l'ascenseur 548 mots 24 mars 2010 Le Monde Economie © Le Monde, 2010. Tous droits réservés.

Chronique de la semaine

Imaginez que vous êtes seul dans un ascenseur, en route pour le 20e et dernier étage d'un bâtiment. Au 19e, l'ascenseur s'arrête, trois personnes montent, et vous découvrez alors que cet ascenseur est "démocratique ": à chaque arrêt, sa direction est déterminée par un vote à la majorité des passagers. Vous risquez de passer un long moment avant d'atteindre votre destination. Vous allez peut-être même renoncer, pour prendre l'escalier.

Le président Barack Obama fera le maximum dans les jours qui viennent pour monter jusqu'au 20e étage de sa réforme du système de santé. Mais l'ascenseur démocratique a accueilli de nouveaux occupants - comme le sénateur du Massachusetts, Scott Brown, élu le 19 janvier sur une plate-forme d'opposition au programme Obama. Et certains passagers ont changé d'avis. Le sénateur démocrate du Nebraska, Ben Nelson, avait opposé des objections de principe à la réforme, mais s'était laissé convaincre par à une exemption budgétaire spécifique pour son Etat. Cette concession a agacé plusieurs députés, qui menacent de ne plus soutenir le projet de loi.

Dans nos sociétés démocratiques, la gestion des ascenseurs échappe heureusement au vote à la majorité. D'autres questions aussi : le droit de propriété protège, par exemple, contre l'envie des voisins. Vous pouvez vous engager à faire des travaux chez vous car vous savez que votre droit à continuer à y habiter ne sera pas soumis à un référendum des habitants du quartier. Un système basé sur le choix démocratique peut en revanche mener à des changements d'orientation. Les manoeuvres du sénateur Nelson ne sont pas antidémocratiques - son opposition à la réforme était soutenue par les électeurs du Nebraska. En démocratie, le peuple a le droit d'être capricieux ; il y a même souvent intérêt.

La mise en oeuvre de programmes économiques cohérents demande une capacité d'engagement que seuls les leaders de talent exceptionnel savent gérer. Ce sont souvent nous, les électeurs, qui oublions les intentions que nous avions lors du dernier scrutin en dénonçant des mesures qui en sont la conséquence !

Critiquer le laxisme budgétaire de la Grèce serait oublier à quel point la création exagérée d'emplois publics a été considérée par les électeurs grecs comme nécessaire à l'établissement de la paix sociale après les années noires de la dictature des colonels. La Grèce ne sera pas le seul pays à devoir se serrer la ceinture. Les électeurs de tous nos pays pourraient peut-être faire preuve de plus de cohérence dans leurs choix avant de blâmer les élus pour l'incohérence de leurs politiques.

Paul Seabright, Ecole d'économie de Toulouse